

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4237 - Mercredi 26 Octobre 2022 - Prix : 200 Fc

ENERGIE SOLAIRE :

Le gouvernement prévoit la construction de trois centrales



BOXE :

**Un Championnat d'Afrique
pour l'année 2024 aux Comores**

LIRE PAGE 5

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Octobre 2022**

Lever du soleil:

05h 37mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 56mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



LIBÉRATION D'AGWA

Le Comred parle de la fin d'une prise en otage

Comme une large frange de l'opinion publique, le Comred se réjouit de la libération du patriote « Agwa ». Cependant ce groupement politique parle de la fin d'une prise d'otage et selon lui, cette libération « ne doit pas nous faire perdre de vue » les autres sujets d'actualité, c'est pour « détourner l'attention des comoriens » sur les événements de Mbeni.

Suite à la libération du militant de Daoula ya Haki Abdallah Abdou Hassane alias Agwa, le Comored revient à la charge et parle d'une si longue épreuve dans des conditions d'emprisonnement violentes et deshumanisantes. Le parti salue la libération d'un grand patriote, d'un grand courage et avec comme bataille la réclamation d'un Etat de droit aux Comores. « Cette libération n'est pas à mettre sur le compte d'une mansuétude du régime. Il s'agit de la fin d'une prise d'otage », lit-on dans un communiqué de ce parti qui salue « la fin du

calvaire de notre compagnon de lutte Agwa ». Toutefois, dans son cas, « nous devrions davantage parler de la fin d'une prise en otage, que d'une libération par grâce présidentielle », dénonce-t-il.

Comme ses avocats et l'opinion publique, le Comred rappelle que la procédure d'arrestation a été biaisée. « Agwa n'a pas été arrêté sur la base d'une procédure légale même tronquée, mais d'abord enlevé par des éléments des forces de sécurité cagoulés, pour être tabassé dans un stade de football vide », avant d'être jugé et condamné à 5 ans de prison. « Un grand nombre d'autres comoriens des îles de Ndzuani, Moili et Ngazidja pourrissent dans les geôles (...) ou sont mis en résidence surveillée. Nous ne devons pas les oublier », martèlent les auteurs du communiqué.

Pour le COMRED il s'agit d'un événement heureux mais cette libération « ne doit pas nous faire perdre de vue », que cet agissement est pour « détourner l'attention des comoriens » sur les événements de



Image d'illustration

Mbeni. Le COMRED réitère son appel à la mobilisation de toutes les forces vives des Comores et de la Diaspora pour restaurer l'Etat droit et faire rentrer notre pays dans la stabilité, la paix, la justice et la prospérité. Ils appellent le colonel Azali Assoumani à placer l'intérêt

de son peuple au-dessus du sien, pour engager un dialogue sincère avec l'opposition et ensemble mettre en œuvre une transition démocratique, afin de sortir le pays de l'abîme.

Pour mémoire, Abdallah a été arrêté suite à une manifestation qui

n'avait mobilisé qu'une poignée de personnes à Volovolo, et rapidement dispersée par les forces de l'ordre. Il a été par la suite condamné à 5 ans de prison dont 4 fermes pour « atteinte à la sécurité publique.

Andjouza Abouheir

DROITS HUMAINS :

Un constat alarmant au regard de l'EPU

L'Examen périodique universel (EPU) qui se tient tous les 4 ans est un exercice très attendu pour les 47 pays membres du Conseil des Droits de l'Homme. C'est une sorte de boussole sur la situation des Droits de l'Homme dans le monde.

En 2024, les Etats membres du Conseil des Droits de l'Homme sont attendus pour la présentation de l'Examen Périodique Universel. Lundi, le gouvernement à travers le ministère de la justice a réuni les acteurs des Droits de l'Homme à Mutsamudu pour la vulgarisation des recommandations issues de l'EPU 2019. Dans le résumé des débats de l'examen 2019, l'Etat comorien avait souligné que le gouvernement avait déployé des efforts pour faire des droits de l'homme une cause nationale. Pendant son exposé des motifs, le ministre de la justice Djaé Ahamada Chanfi a essayé de montrer la volonté du gouvernement d'atteindre les

objectifs et les recommandations de l'EPU.

L'adoption puis la promulgation du nouveau code pénal est cité parmi les exemples par le ministre. Lors de la 41ème session du Conseil des Droits de l'Homme, l'Etat comorien avait fait de la promotion des droits des femmes l'une de ses priorités. « La constitution reconnaissait le droit des femmes d'avoir accès aux instances politiques, leur droit de représentation locale et nationale, ainsi que l'importance d'une répartition équitable entre les femmes et les hommes dans les fonctions publiques », pouvait-on lire dans le Rapport du groupe de travail sur l'EPU. Force est de constater, que si des progrès ont été constatés ici et là, les Comores sont toujours en retard sur les questions relatives aux droits des femmes. En effet, depuis 2016, il n'y a pas eu de rapport étatique sur la protection et la discrimination des femmes auprès des instances internationales des droits de l'homme.

Sur d'autres conventions la aussi, le pays cumule un certain retard. Sur les discriminations raciales, le rapport des Comores est attendu depuis 2005. Même chose sur la convention des droits des enfants, depuis le rapport de 1998, les Comores n'ont jamais soumis de rapport, autant dire une éternité. Et pourtant, les organisations de la société civile ne cessent depuis d'interpeller les différents gouvernements sur la nécessité du respect des

droits de l'homme.

Dans leur rapport complémentaire, les Organisation de la Société Civile (OSC) avaient déjà soulevé le problème du déphasage entre la réalité sur le terrain et les institutions. « Les systèmes institutionnels permanents pour coordonner les engagements du gouvernement à l'égard des mécanismes internationaux ont été défaillants. Ainsi, plusieurs rapports périodiques des conventions ratifiées par le pays ne sont pas

établis à temps et suivis par la CNDHL », disent-ils. Qu'à cela ne tienne, le ministre croit dur comme fer que le gouvernement est dans le droit chemin pour atteindre les 163 recommandations de l'EPU 2019. « C'est une priorité pour le gouvernement de réaliser les 163 recommandations de l'EPU », avance en substance le Garde des sceaux.

AS Badraoui

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

29 OCT
19H00
10 000 KMF
Entrée + Diner
5 000 KMF
Entrée enfant -12

Points de vente:
- New Select
- Nassib Volovolo
- Le Repli - Place Karthala
- Le Retaj

OCTOBRE ROSE
SOIRÉE DE GALA AU RETAJ

CHEIKH MC | CHEBLI MSAÏDIE
FARAZ & NORENA | HAIRIA | PEDRO KARIM | FAHID LE BLE'D'ART | IBOU BLACK

Avec la participation de:
- Parolier du Karthala (SLAM)
- Ukuaji Academia (DANSE)

ENERGIE SOLAIRE :

Le gouvernement prévoit la construction de trois centrales

Le gouvernement a enfin inauguré le parc solaire de Dahu à Fombouni au sud de Ngazidja hier mardi 25 octobre. C'était l'occasion pour le chef de l'État d'annoncer qu'une deuxième centrale solaire sera posée bientôt au nord, à Mitsamiouli.

Opérationnelle depuis maintenant 18 mois, la centrale solaire implantée au sud de l'île de Ngazidja plus particulièrement à Fombouni, vient d'être inaugurée officiellement hier mardi 25 octobre, en présence du président de la République. C'était l'occasion pour Azali Assoumani d'annoncer qu'une deuxième centrale d'Innovent sera posée bientôt du côté nord de l'île à

Mitsamiouli. Il a aussi annoncé que le gouvernement vise à construire trois centrales solaires au niveau des trois îles. « L'inauguration de ce parc solaire de Dahu à Fombouni, marque une nouvelle étape, de la politique que nous mettons en œuvre, pour assurer une transition énergétique réussie dans notre pays. Elle intervient, après l'installation et la mise en route de Centrales thermiques et de groupes électrogènes dans les trois îles, le développement de l'énergie solaire à Ngazidja et Ndzouani, les Micros-centrales hydro-électriques à Ndzouani et Mohéli et la Centrale photovoltaïque à Ndrondroni », a déclaré le président de la République.

Selon le locataire de Beit Salm,

cette inauguration symbolise également la volonté du gouvernement, de tenir les engagements qu'il a pris, dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat et de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. « Le secteur de l'énergie est identifié comme un des secteurs qui présente des potentiels d'atténuation importants en particulier par le recours aux énergies renouvelables, dont le photovoltaïque et la géothermie pour la production d'électricité et la diminution de l'usage du bois de chauffe. L'utilisation des technologies et équipements d'énergie renouvelable fait partie du Plan Comores émergentes, qui a également intégré, la libéralisation de la production d'é-

lectricité », a-t-il précisé. Et d'ajouter : « C'est ainsi que le gouvernement a fait adopter la loi qui permet aujourd'hui, à des producteurs indépendants d'intervenir dans ce secteur, dans notre pays, pour construire des centrales photovoltaïques, produire de l'électricité et, en accord avec la SONELEC, l'injecter au réseau électrique ».

Pour le président Azali, l'inauguration de cette centrale constitue ainsi un exemple, des avantages que le pays peut tirer de partenariats nationaux et étrangers, notamment les producteurs indépendants désireux de s'installer aux Comores pour la construction des centrales photovoltaïques et géothermiques. C'est d'ailleurs sur ces bases, que l'ave-

nant avec la société InnoVent, relatif à la construction d'une deuxième centrale photovoltaïque à Mitsamiouli, d'une capacité similaire à celle que nous inaugurons aujourd'hui, a été négocié.

« Dans quelques jours, la première pierre pour la construction de la deuxième centrale d'Innovent, sera posée à Mitsamiouli. Nous avons également, prévu la construction de trois centrales solaires au niveau de trois îles, à travers le projet Comores énergie financé par la Banque mondiale », annonce le président Azali. Avec le Fonds d'Abu Dhabi, le gouvernement prévoit également la construction d'une centrale solaire de 6 mégawatt.

Nassuf Ben Amad

JOURNÉE DES NATIONS UNIES :

L'innovation de l'éducation et de la santé au cœur des débats

Dans le cadre de la journée internationale des Nations Unies, l'Oms et l'Unicef ont organisé une conférence débat à la Maison des Nations unies. L'objectif de cet échange est de booster la curiosité des jeunes comoriens, mais également de faire connaître le travail de l'Unicef et de l'OMS dans un cadre bien précis en Union des Comores.

Une conférence débat a été organisée par l'OMS et l'Unicef lundi 24 octobre dernier à la Maison des Nations Unies pour marquer le 77e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Cet événement a vu la présence de nombreux jeunes animés d'un esprit de curiosité et intéressés par le monde de l'innovation dans les secteurs de la santé et de l'éducation, des thématiques choisis pour inspirer la jeunesse comorienne. Dans la foulée, la représentante de l'Unicef Mariame Sylla a cédé la parole aux jeunes en vue de donner leur propre définition de l'éducation et l'innovation, une manière de leur donner raison et ensuite de développer l'idée préparée par l'Unicef sur l'innovation dans l'éducation. Il s'agit entre autre de mettre en avant ce que

l'Unicef fait ou propose dans ce secteur et ce que l'agence projette de faire en matière d'innovation pour le système éducatif.

La conférencière a expliqué que l'Unicef travaille avec le ministère de l'éducation pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. « Nous intervenons sur la qualité de l'environnement des élèves. Nous y travaillons beaucoup pour d'améliorer la gouvernance du secteur de l'éducation. Dans notre mission, l'Unicef intervient pour venir en aide aux enfants les plus vulnérables, notamment pour qu'ils aient un accès à des services de santé, une alimentation, de l'eau et une éducation de qualité et qu'ils grandissent protégés contre la violence et l'exploitation, d'où qu'ils soient et où qu'ils vivent », a-t-elle expliqué.

En 10 minutes, le représentant de l'Oms Dr Abdoulaye Diarra a donné quelques définitions du monde de l'innovation de la santé, comme la santé numérique. Selon l'Oms, elle est comme tout système de technologies de l'information et de la communication, offrant un bon rapport coût et efficacité, utilisé par les systèmes de santé en vue de contribuer à la fourniture des services de santé de qualité et

à coût abordable. « Ces technologies offrent une gamme de moyens pour la collecte, le stockage, l'extraction, le traitement, l'analyse, la transmission et la réception de données et d'informations. Elles comprennent la radio, la télévision, la téléphonie mobile, les ordinateurs, le matériel réseau et les logiciels, ainsi que les services et applications y afférents, y compris le service de vidéoconférence et de télé-apprentissage » a-t-il précisé.

Quelques recommandations ont été faites, une suite logique pour ces jeunes en vue de démontrer l'intérêt qu'ils portent à la santé numérique. Certains ont proposé la disposition d'un conseil des médecins, d'autres ont parlé du système d'information sanitaire, ou de la numérisation du dossier médical du patient. Sur ce point le Dr Abdoulaye Diarra a précisé qu'une jeune de la diaspora a un projet similaire, qu'elle compte mettre en place en Union des Comores.

Du côté des participants, la jeune Rayyana Saïd a insisté sur l'offre des soins, sur une couverture sanitaire répondant aux besoins de la population, que ce soit accessible, curatif, une réadaptation du système de santé dans le pays. « J'aimerais quand on se



rend à l'hôpital, qu'on soit examiné d'abord avant de déboursier une somme d'argent. Je souhaiterais que les Comores soient en conformité en matière de diagnostique », a-t-elle plaidé. Une autre thématique sur la protection des enfants contre toutes formes de violence a été abordée.

Dr Mariame Sylla a précisé que l'Unicef appuie la prise en charge des victimes de violences dans les services d'écoute en assurant la prise en

charge des enfants victimes, en les faisant voir des médecins, en payant un avocat pour suivre leurs dossiers au niveau de la justice. L'Unicef appuie aussi le gouvernement sur la mise en place des lois pour lutter contre ces crimes. Sur ce volet, quelques jeunes ont suggéré d'instaurer la confiance en milieu familial, la sensibilisation pour briser le silence et aider les victimes.

Andjouza Abouheir

TRANSPORT MARITIME :

Améliorer la connectivité et la sécurité du transport au cœur du débat

Un atelier d'échange et d'étude sur l'amélioration de la connectivité et la sécurité du transport maritime entre les îles a eu lieu lundi 24 octobre dernier à Moroni. Il a été organisé par le projet « Connectivité inter-îles des Comores » sous l'œil du ministère du transport maritime et aérien et a pour but d'améliorer la connectivité, la résilience et la sécurité du transport maritime, entre les îles en contribuant à l'intégration sociale et économique du pays.

L'amélioration de la connectivité et la sécurité du transport maritime fait partie des préoccupations du gouvernement. Lundi 24 octobre dernier, un atelier

d'échange et d'étude sur l'amélioration de la connectivité et la sécurité du transport maritime entre les îles

de l'Union des Comores a eu lieu à Moroni. Organisé par le projet Connectivité inter-îles des Comores



sous l'œil du ministère des transports maritime et aérien, il a pour but d'améliorer la connectivité, la résilience et la sécurité du transport maritime entre les îles en contribuant à l'intégration sociale et économique du pays. « Notre table ronde consiste à étudier ensemble avec toutes les parties prenantes comment améliorer la connectivité et surtout la sécurité du transport maritime entre les îles. Cela demande bien évidemment des échanges avec les concernés », avance Soidridine Abderemane, le responsable en sauvegarde social du projet.

Le projet comprend quatre composantes qui consistent à améliorer les ports secondaires de l'archipel, à savoir le port de Boingoma,

Ouroveni, Hoani et Vassy, avoir une sécurité du transport maritime et programme pilote de nouveaux bateaux, soutenir à la mise en œuvre et renforcement des capacités et enfin des interventions d'urgence contingentes. « Parlant d'une amélioration de la connectivité et la sécurité du transport maritime, il s'agit de mieux connecter les personnes aux marchés, intégrer les marchés intérieurs des Comores et aussi élargir l'accès aux opportunités économiques et aux services sociaux afin d'améliorer la résilience climatique de l'économie », précise-t-il.

Nassuf Ben Amad

PRESSE

Des journalistes de Mohéli formés sur le JOSO

Après Ngazidja, c'est au tour des journalistes exerçant à Mohéli de bénéficier d'une formation sur le journalisme de solution (JOSO). Un projet d'Ahmed Bacar journaliste à radio Ngazidja, soutenu par l'ambassade des États-Unis. 5 jours de théorie et pratique pour cette nouvelle approche du journalisme.

Huit journalistes issus des différents médias de l'audiovisuel et de presse écrite exerçant à Mohéli ont bénéficié d'une formation de 5 jours, du jeudi 20 au lundi 24 octobre à la salle multifonctionnelle de Fomboni. Il s'agit d'une formation sur le journalisme de solution et en vidéo-tournage et montage. Les deux formateurs, Ali Moindjié et Said Hassane Ezidine, ont eu 5 jours pour apprendre à ces journalistes les techniques d'un journalisme à deux yeux.

« Nous nous sentons régulièrement submergés par l'actualité quo-

tidienne souvent catastrophique. Bien sûr le rôle des médias est de nous informer et de nous alerter, mais lorsque les journalistes relaient aussi les initiatives positives, ils nous inspirent et nous donnent les moyens d'agir » disait Cristian de Boisredon fondateur de Sparknews. Il s'agit ici de traiter des sujets de société qui évoquent les problèmes mais en même temps cherchent ceux qui ont pu trouver une solution, à petite échelle qu'elle soit, et les mettent en évidence tout en évoquant les éventuelles limites qui s'y présentent. Ce qui permettra, selon les défenseurs de cette pratique, à d'autres communautés de prendre l'exemple avec tous les aspects. Un type de journalisme pratiqué aux États-Unis d'Amérique et qui servent actuellement dans plusieurs pays du monde.

Ces journalistes ont également appris les techniques d'un reportage et montage vidéo à partir d'un smartphone. « Je suis bien outillé pour le JOSO et suis en plus capable de



réaliser, tout seul, mon reportage et assurer le montage de façon professionnelle, avec seulement mon téléphone » rassure Anfaidine Daou journaliste à la radio ASCOBEF.

Le projet est financé par l'ambassade des États-Unis à Madagascar et aux Comores. Accompagné d'Abdou

Mroipvili, Assistant chargé des relations publiques à l'ambassade des États-Unis, le conseiller en communication et aux affaires culturelles Ryan Bradeen a fait le déplacement depuis Madagascar pour la remise des attestations ce lundi à Fomboni. Ce projet de mise en place d'une pla-

teforme média et formation de journalistes pour promouvoir le JOSO se poursuivra à Anjouan. Plus de 36 journalistes dans l'ensemble du territoire national seront initiés.

Riwad

JOURNÉE NATIONALE DES NATIONS UNIES

L'espoir d'un monde meilleur repose sur les jeunes

A la fin de la séance de porte à porte, Dr Mariame Sylla la représentante de l'UNICEF et Kassim Loutfi qui représentait le ministre des affaires étrangères ont tenu un point de presse pour expliquer le but de la journée. Il s'agissait ainsi de la deuxième édition de porte à porte à l'occasion de la journée mondiale des Nations Unies.

Le pays a célébré ce 24 octobre la journée internationale des Nations Unies. Une journée qui a permis aux agences de l'organisation onusienne et aux volontaires de présenter leurs activités sous le thème de l'innovation et de la résilience. Comme chaque année, les organismes qui travaillent de concert avec la société civile, le gouvernement et le secteur privé offrent à la population de découvrir leurs actions et leur accompagnement du gouvernement sur la réalisation des objectifs durables (ODD). Après la séance

des portes à portes, la représentante de l'UNICEF aux Comores Dr Mariame Sylla, qui représentait le coordinateur du SNU en compagnie de Kassim Loutfi qui représentait le ministre des affaires étrangères ont organisé un point de presse. C'était l'occasion pour la représentante de l'UNICEF d'inviter les jeunes à comprendre leurs actions avec le gouvernement dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

« L'innovation et la résilience des jeunes », tel est le thème retenu cette année, car les jeunes incarnent l'espoir d'un monde meilleur. « Cette journée est une occasion pour eux de poser toutes leurs questions concernant le rôle et les actions du Système des Nations Unies aux Comores », montre-t-elle. Cette dernière a expliqué qu'ils ont 17 objectifs importants à réaliser pour faire comprendre que la contribution des jeunes à la réalisation des projets est très impor-

tante. « Autant dire que s'ils ne comprennent pas les principes, ça sera très difficile pour eux d'agir. Raison pour laquelle cette journée est la leur ».

La journée des Nations Unies est un événement planétaire célébré partout dans le monde en particulier ici en Union des Comores. Les différentes banderoles accrochées aux stands et les guides sont là pour aider, orienter et répondre aux visiteurs et aux


jeunes, afin de mieux comprendre la mission du SNU. « Nous avons organisé la journée avec l'hôpital El-Maarouf pour organiser une opération de don de sang intitulée « j'ai un cœur bleu je donne mon sang », précise-t-elle.

A travers cet engagement, le secrétaire d'État, chargé de la coopération avec le monde Arabe Kassim Loutfi représentant le ministre des affaires étrangères a reconnu les


efforts déployés par le Système des Nations Unies et assure que les équipes du ministère des affaires étrangères sont prêtes à les accompagner pour la réalisation des ODD aux Comores. Ainsi cette année, la journée a pris comme thème l'innovation et la résilience pour une planète prospère, et pour la paix dans le but d'aller vers un monde meilleur.

Kamal Gamal





Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat



Projet AFIDEV

Appel A projets pour l'octroi de financement visant la transformation, le conditionnement et le positionnement des produits des filières Vanille, Ylang-Ylang, Girofle

Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat porte à la connaissance des entreprises et coopératives qui opèrent dans la transformation, le conditionnement et l'exportation des produits des filières vanille, ylang-ylang et girofle, que des journées porte ouverte sur l'appel à projets seront organisées à la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Ngazidja :

- le jeudi 27 octobre 2022 de 10h00 à 16H00
- le vendredi 28 Octobre de 9H00 à 12H00

Ces journées organisées en collaboration avec la CCIA Ngazidja et l'ANPI, seront l'occasion pour les acteurs d'être informés sur les modalités de candidatures à l'appel à projet transformation.

BOXE :

Un Championnat d'Afrique pour l'année 2024 aux Comores

La boxe comorienne est en pleine effervescence. Après la visite du président du Comité Régional Olympique de l'île de La Réunion qui a fait des annonces qui ont ravi le monde de la boxe, la probable tenue d'un championnat d'Afrique signe le retour au premier plan du noble art comorien.

L'annonce de la tenue de ce championnat d'Afrique a été faite lors d'une audience accordée par le chef de l'Etat Azali Assoumani au président de la Fédération comorienne de Boxe, Mohamed Mbechezi. En 2024, les Comores vont recevoir le championnat d'Afrique de boxe de la zone 4. C'est en tout cas ce que nous avons pu lire dans le site de la présidence de la république. « L'ancien

Chef de la Communication de Beit-Salam, porté à la tête de la FCB en juin dernier, porteur d'un message du président de la Confédération Africaine de Boxe, Monsieur Bertrand Mengounga, a annoncé au chef de l'Etat, que l'Union des Comores va recevoir le Championnat d'Afrique de Boxe de la zone 4 », lit-ont dans la page Facebook de la présidence de l'Union des Comores. Une aubaine pour la boxe comorienne face aux projecteurs de la presse continentale surtout avant les jeux olympiques de Paris.

Au cours de cet entretien, le chef de l'Etat aurait assuré de son soutien à la tenue de ce tournoi dans le pays. « Le président de la République, a accueilli cette nouvelle avec enthousiasme, et a invité la Fédération à se rapprocher des

Président de la Boxe reçu en audience par le Président de la République.



autorités compétentes, notamment le Ministère des Sports, pour échanger et voir ensemble les tenants et les aboutissants, afin de faire de ce projet un succès », poursuit-il.

Avant l'organisation de cet événement qui a une dimension continentale au premier trimestre de l'année prochaine, notre pays va accueillir un autre tournoi, cette fois

au niveau de la sous région océan indien. Des pays comme les Seychelles, Maurice, Rodrigues et l'île de La Réunion vont prendre part à ce mini tournoi en vue d'une bonne préparation pour les jeux des îles d'août 2023 à Madagascar.

Créé en 2009, la zone 4 regroupe 14 pays d'Afrique de l'est à savoir l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, les Comores, l'Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, la Zambie, le Zimbabwe. Le regain d'intérêt constaté dans le monde de la boxe est dû en grande partie à la volonté du président de la FCB d'ancrer dans la durée la boxe comorienne.

AS Badraoui

COSAFA FOOT SCOLAIRE :

Ningha School de Moya en route vers Malawi

Dans le cadre du football scolaire du championnat panafricain, l'équipe championne des Comores, l'établissement privé Ningha School de Moya a décollé hier dans la matinée pour se joindre à l'école Iqra'a de l'île de Djoumbé Fatima pour partir au Malawi où ils vont représenter les Comores. Pour cette première édition du projet du Dr Patrice Motsepé, la Fédération de Football des Comores est très optimiste sur la montée au podium face à huit pays du COSAFA.

Ils ont décollé le matin de ce 25 octobre pour Moroni, en partance vers le Malawi pour le

championnat panafricain du football scolaire, initié pour la première fois de l'histoire par Docteur Patrice Motsepé le patron de la CAF. Le coach Aymane Abdou et le chef de la délégation Kadafi Soulaymana sont optimistes pour l'honneur du pays. « C'est une première expérience pour le pays, lance Aymane Abdou. En tant que coach, j'ai une autre expérience, mais celle d'aujourd'hui, c'est comme un enseignant de collège confié à une classe de maternelle. Le plan technique est très exigeant avec une pédagogie et une manière à travailler avec des enfants. J'ai confiance ».

Une réunion technique est tenue à l'aéroport

d'Ouani pour préparer moralement les enfants en présence des responsables de la ligue, de la fédération et de l'établissement Ningha School de Moya présents pour cette première expérience. Une séance particulière de moralité est tenue en présence des responsables avant d'embarquer. « Vous partez pour le pays. Vous êtes ambassadrices et symbole de notre honneur. Allez gagner tout en étant attentives et disciplinées. Vos parents sont les Comores pour cette expérience », rappelle Soulaymane Abderemane alias Jimmy.

Le chef de la délégation, chargé des compétitions nationales et internationales à son tour, rassure sur l'or-

ganisation et reste aussi optimiste. « Nous avons veillé des orteils aux cheveux sur le volet organisation. Une équipe des filles et des garçons », souligne-t-il. Le Coach Aymane Abdou

est responsabilisé des deux groupes, à savoir Ningha School de Moya et Iqra'a de l'île de Djumbe Fatma. Des grands prix sont réservés aux trois premiers des 8 pays membre du COSAFA

et participants. La FFC rêve grand et les responsables sont optimistes et confiants pour cette première expérience.

Nabil Jaffar



af Alliance Française Moroni

Venez découvrir nos comédiens en herbe
accompagnés par Fouad du Comores Comedy Club

Samedi 29 octobre à 20h
Entrée libre / places limitées
Alliance française de Moroni



UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Secrétariat Général

Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

N° CKM 1107 01 R/CKM 11 07 02 S

Appel à Candidature

Le Ministère de finances, du budget et du secteur bancaire (MFBSB) et le Service universitaire de Formation Permanente (SUFOP) de l'Université des Comores lancent un appel à candidature en vue de la constitution d'un vivier de formateurs dans les matières de spécialisation en finances publiques dans le cadre du Projet d'appui à la gouvernance financière : la fiscalité, la douane, la gestion publique (Budget, trésor et comptabilité publique).

Le Projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF) vise à doter l'administration financière de l'Union des Comores des capacités requises pour mettre en œuvre une gestion des finances publiques efficace, transparente et évoluant vers les meilleures pratiques internationales.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette composante 3 « L'appui à l'accroissement des compétences des personnels de l'administration en charge des finances publiques », il est prévu des mettre en œuvre des formations destinées aux agents du ministère.

Le présent appel à candidature concerne les formations de spécialisation des agents du ministère, dont la première session sera dispensée entre février et juin 2023, sur les spécialités suivantes : fiscalité, douane, la gestion publique (Budget, trésor et comptabilité publique). Deux autres sessions seront programmées d'ici 2025.

Villes : Grandes Comores (première session), Anjouan, Mohéli

Format de contrat : Contrat de vacation

Date limite d'envoi des candidatures : 07/11/2022 à 12h

Contexte :

Le projet PAGF comporte trois composantes sectorielles qui sont :

- 1) L'appui à l'amélioration de la performance de l'AGID dans la mobilisation des recettes ;
- 2) L'appui à une programmation, une exécution, un suivi et un contrôle plus efficace des dépenses publiques ;
- 3) L'appui à l'accroissement des compétences des personnels de l'administration en charge des finances publiques ;

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 3, il est prévu la formation des agents à travers deux types de formation : a) un tronc commun destiné à l'acquisition des fondamentaux et b) des matières de spécialisations devant permettre aux agents formés d'approfondir les connaissances techniques nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le présent appel à candidature concerne ces spécialisations.

Modalités de candidature :

Les candidats peuvent postuler pour une ou plusieurs matières listées en annexe.

- * Les candidatures féminines sont encouragées ;
- * Les candidatures de résidents des îles d'Anjouan et Mohéli sont encouragées.
- * Le format de contrat est celui d'un contrat de vacation valable pour la durée de l'administration du module et de l'évaluation.

Le processus de sélection se déroulera selon les étapes ci-dessous :

- * Réception des candidatures : au plus tard le 07 novembre 2022 à 12h heure de Moroni
- * Pré-sélection des dossiers : entre le 08 et le 14 novembre 2022 (date indicative)
- * Audition des candidats (tes) présélectionnés (ées) par un collège technique interne au Ministère à partir du 12 novembre 2022 (date indicative).

La composition des dossiers de candidatures : un CV, une lettre de motivation et les pièces justificatives à déposer, contre remise d'un bordereau de dépôt, auprès de la Direction des Ressources Humaines ou au Secrétariat du PAGF, à l'ancien bâtiment du Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire, sis place de l'indépendance ou à envoyer à l'une des adresses électroniques suivantes :

hasny.fine@gmail.com coordination.pagfcomores@gmail.com ou eliouamadou@gmail.com au plus tard le 07 novembre 2022 à 12h heure de Moroni

Pour tout autre renseignement, veuillez-vous adresser à la Direction des Ressources Humaines du Ministère, au Secrétariat du PAGF ou aux numéros suivants au 336 16 89 ou 340 52 70 ou 324 92 65

ANNEXE – THEMATIQUES ET PROFILS DES FORMATEURS (Les modules sont indicatifs)

Spécialisation FISCALITE

• **Modules** : les fondamentaux de la fiscalité, l'AGID au sein du ministère, la fiscalité des entreprises, la taxe sur la consommation, les autres impôts et taxes, La territorialité des impôts et taxes en Union des Comores, les fondamentaux SIGIT pour un agent de l'AGID, la retenue à la source en Union des Comores.

• **Profils des formateurs** : être de nationalité comorienne, avoir un niveau de Bac+3 (ou équivalent) au moins en fiscalité, droit, économie ou gestion des entreprises, avoir une bonne maîtrise du français écrit et oral, avoir développé une expertise fiscale par une formation initiale et avoir une expérience dans une administration financière serait un atout, avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, etc.) et des systèmes d'informations fiscaux et notamment du logiciel SIGIT, disposer d'une expérience d'animation de formation et avoir des compétences pédagogiques dans un milieu professionnel serait un avantage.

Spécialisation DOUANE

• **Modules** : Missions et Organisation des services, les fondamentaux douaniers, la réglementation douanière, le contentieux douanier, le système d'information Sydonia,

• **Profils des formateurs** : être de nationalité comorienne, avoir un niveau de Bac+3 (ou équivalent) au moins, avoir une bonne maîtrise du français écrit et oral, avoir une expérience générale des systèmes et procédures en vigueur aux Douanes, maîtriser la réglementation douanière, avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, etc.) et des systèmes d'informations douaniers et notamment Sydonia, avoir une expérience d'animation de formation et des compétences pédagogiques dans un milieu professionnel. Disposer d'une expérience dans une administration financière serait un avantage

Spécialisation GESTION PUBLIQUE (Trésor, Budget, comptabilité publique)

• **Modules** : la chaîne de la dépense, la comptabilité publique, la trésorerie de l'Etat, la programmation et la préparation budgétaire, l'exécution budgétaire et le contrôle de la dépense publique, les marchés publics, les systèmes d'information Sim_ba et GISE, les recettes fiscales et non fiscales.

• **Profils des formateurs** : être de nationalité comorienne, avoir un niveau de Bac+3 (ou équivalent) au moins, avoir une bonne maîtrise du français écrit et oral, maîtriser le cadre juridique de l'exécution budgétaire et comptable des Comores, l'exécution et le contrôle de la dépense publique et/ou avoir de très bonnes connaissances de la réglementation sur les marchés publics aux Comores, avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, etc.) et des systèmes d'informations des dépenses publiques ou de la comptabilité publique et notamment Sim_ba et GISE, avoir une expérience d'animation de formation et des compétences pédagogiques dans un milieu professionnel. Disposer d'une expérience dans une administration financière serait un avantage